



Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Côte d'Ivoire
PARTENAIRES POUR LA CROISSANCE



CÔTE D'IVOIRE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



1964 2014

50 ANS

SERVICE DE L'AFRIQUE



AVERTISSEMENT

La Banque africaine de développement ne peut être tenue responsable des erreurs ou conséquences découlant de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Les points de vue et opinions qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux de la Banque africaine de développement.

PUBLIÉ PAR

DÉPARTEMENT DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMUNICATION

(Avec la contribution du Département de la région Ouest)

Groupe de la Banque africaine de développement

Rue Joseph Anoma

01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

T. (225) 20 20 48 22

F. (225) 20 21 31 00

afdb@afdb.org

www.afdb.org - www.afdb.tv

Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Côte d'Ivoire
PARTENAIRES POUR LA CROISSANCE



CÔTE D'IVOIRE



Basilique Notre-Dame de la Paix, Yamoussoukro

Avant-propos de Donald Kaberuka président de la Banque africaine de développement

En 2014, année de son cinquantième anniversaire, la Banque africaine de développement se réjouit d'être de retour à son siège à Abidjan, après plus de 10 ans de relocalisation à Tunis. Je sais gré au gouvernement et au peuple de Côte d'Ivoire d'avoir facilité notre retour et d'avoir tout mis en œuvre pour que nous nous sentions de nouveau chez nous.

Nous n'en attendons pas moins. Ce pays, qui fait partie intégrante de l'histoire et de la fondation de la Banque, nous a accueillis ici, à Abidjan. En nous hébergeant durant tant d'années – de 1965 à 2003 et de nouveau depuis 2014 –, la Côte d'Ivoire a joué un rôle clé dans l'évolution de la Banque et pour la mener à maturité. La Banque a changé, elle n'est plus l'institution qui quittait Abidjan, en 2003. Ayant pris de l'envergure et devenue plus diversifiée, notre Banque de développement a cru à un rythme rapide, dans un contexte où le monde du développement évolue à toute vitesse. La stratégie de notre Banque pour 2013-2022 nous place « au cœur de la transformation de l'Afrique » et, à cette fin, nous nous devons d'être rapides.

Néanmoins, la constance sous-tend cette rapidité. La Banque est restée fidèle à la mission de ses pères fondateurs, à savoir lutter contre la pauvreté et soutenir le développement économique des pays africains, tant en leur sein qu'entre eux. Et elle est restée fidèle à ses pays membres. Entre le début de ses opérations en Côte d'Ivoire, en 1971, jusqu'à la fin 2014, le Groupe de la Banque aura financé plus de 70 opérations, pour une valeur de quelque 2,1 milliards de dollars EU – soit 1 376 milliards de FCFA.

Ces opérations ont été financées pour les deux tiers à travers notre guichet non concessionnel : le FAD, le reste à travers le guichet à taux bonifié FAD. La moitié des prêts et dons octroyés a été

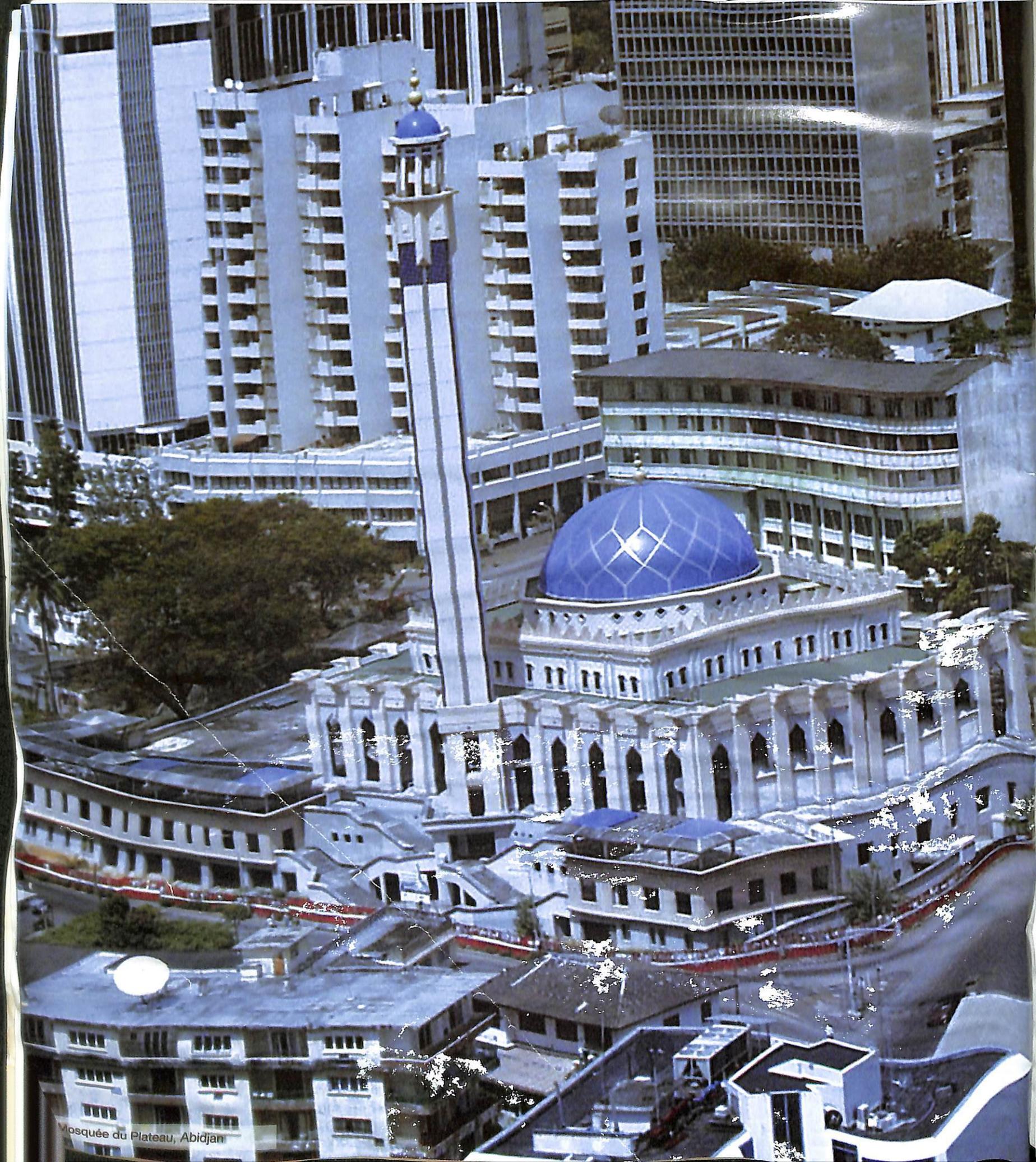


Donald Kaberuka

allouée au développement des infrastructures du pays ; le quart à l'agriculture et au développement rural ; et près du cinquième au secteur du développement humain. Le Groupe de la Banque a également appuyé le renforcement des capacités et les réformes institutionnelles en Côte d'Ivoire.

Nous espérons que le retour de plus de 1 000 personnes, accompagnées de leurs familles respectives, aura des retombées économiques et sociales, tant à Abidjan qu'à travers l'ensemble de la Côte d'Ivoire. Notre présence contribuera également à améliorer l'image de notre pays hôte, en donnant davantage confiance aux investisseurs, tandis que la Côte d'Ivoire continue de s'imposer comme l'un des moteurs de la croissance de l'Afrique de l'Ouest.

La Banque apprécie au plus haut point sa coopération avec son pays hôte et cette brochure illustre quelques-unes des façons dont notre partenariat prend forme, tant au plan humain que sur le terrain.



Mosquée du Plateau, Abidjan

Message de Monsieur Albert Toikeusse MABRI, Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire

Le gouvernement et le peuple ivoiriens se félicitent vivement du retour du Groupe de la Banque africaine de développement à son siège statutaire, à Abidjan, en 2014. Une banque dynamique et en pleine croissance revient ainsi dans un pays dynamique et en plein essor sous l'impulsion de S.E.M. Alassane OUARTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire.

La BAD est la première institution de financement du développement en Afrique, et la Côte d'Ivoire est en passe de devenir un pays à revenu intermédiaire où règnent la sécurité et la prospérité. Le redressement de notre pays est remarquable. En effet, notre taux de croissance qui était de - 4,7 % du PIB en 2011, a bondi à 9,8 % en 2012, avant d'atteindre les 9,1 % en 2013, et est projeté à 10 % en 2014.

Grâce au soutien de la BAD et des autres partenaires au développement, le gouvernement a lancé un vaste programme d'infrastructures, qui prévoit notamment, la construction et la réhabilitation de routes et de ponts à Abidjan et au-delà. Nous avons l'intention de bâtir chaque année 1 000 kilomètres de routes bitumées, et de refaire le revêtement de 500 kilomètres de pistes existantes, pour un coût total annuel de près de 250 millions de dollars US. Le projet de route transafricaine de l'Ouest prend forme, avec, au cœur du projet, le tronçon de 1 000 kilomètres qui reliera Lagos à Abidjan.

La Côte d'Ivoire est le quatrième exportateur de biens d'Afrique subsaharienne, après l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola. Ses principales cultures d'exportation (café, cacao, noix de cajou, huile



Albert Toikeusse MABRI

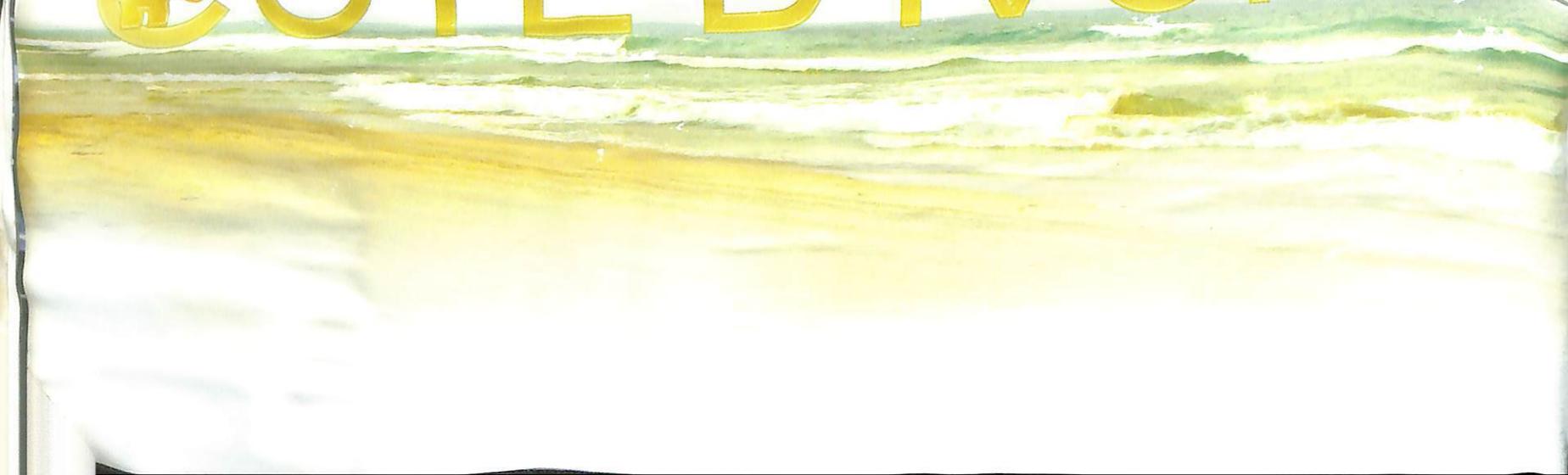
de palme, coton et caoutchouc) sont déterminantes pour la croissance que l'on vise pour le pays, car elles stimulent le secteur manufacturier et celui des transports, tout en jouant un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté et la création d'emplois.

La plupart des produits agricoles du pays sont toutefois exportés sans avoir été transformés. Notre pays a donc besoin, en matière agroalimentaire, d'investissements privés pour développer l'industrie et renforcer ses capacités locales. De ce fait, la Côte d'Ivoire doit explorer les opportunités commerciales et favoriser encore davantage la croissance en nouant des partenariats avec la BAD et d'autres institutions de développement.

Je me réjouis de cette publication et de l'exposé édifiant qu'elle fait de notre partenariat, des projets menés et, surtout, de leur impact. Je souhaite la bienvenue à la Banque : Akwaba !



CÔTE D'IVOIRE



1	La Banque et la Côte d'Ivoire – un partenariat stratégique	1
	Une relation vieille de 50 ans	1
	La Côte d'Ivoire : un parcours de 50 ans	2
	Le plan de développement national de la Côte d'Ivoire	2
	Fournir les infrastructures en se tournant vers des partenariats public-privé	4
	La réponse de la Banque africaine de développement	5
2	La Banque et la Côte d'Ivoire – projets et programmes transformationnels	7
	Répartition sectorielle du portefeuille	9
	Renforcer l'infrastructure – Les transports	9
	Renforcer les infrastructures – L'énergie	12
	Renforcer les infrastructures – L'eau et l'assainissement	14
	Renforcer l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire	17
	Appuyer la sortie de conflit	21
	Soutenir le secteur financier	27
	Accompagner l'intégration régionale	28

Quelques dates et faits marquants

Adhésion de la Côte d'Ivoire à la BAD	1964
Début des opérations de la BAD en Côte d'Ivoire	1971
Opérations de la BAD en Côte d'Ivoire de 1967 à 2013	70
Prêts et dons de la BAD à la Côte d'Ivoire de 1967 à 2013	2,1 milliards \$EU
Opérations de la BAD en cours en Côte d'Ivoire (2014)	13
Total des prêts et dons cumulés de la BAD en cours en Côte d'Ivoire (2014)	377,1 millions \$EU



La Banque et la Côte d'Ivoire I

Un partenariat stratégique



Le siège statutaire de la Banque à Abidjan



Le Centre de conférence international d'Abidjan (CCIA)

Une relation vieille de 50 ans

La Banque africaine de développement et la République de Côte d'Ivoire ont des liens des plus étroits, dont les racines remontent à cinquante ans.

Le premier président de la République de Côte d'Ivoire, Félix Houphouët Boigny, est l'un des pères fondateurs de la Banque, créée pour lutter contre la pauvreté, promouvoir le développement et encourager les échanges au sein des pays membres et entre eux. Signataire, avec ses pairs, de l'Accord portant création de la Banque en 1964, Houphouët Boigny a ensuite invité l'institution à s'installer à Abidjan l'année suivante.

Dotée d'un effectif de seulement dix personnes en 1965 à Abidjan, la Banque a d'abord occupé des bureaux provisoires à l'Assemblée nationale, dans les locaux de l'immeuble Nour Al Hayat et de la Caisse de stabilisation. Avant d'emménager, au milieu des années 1970, à son siège de la rue Joseph Anoma, dans le quartier du Plateau.

En raison des troubles civils survenus en Côte d'Ivoire au tournant des années 2000, la BAD s'est vue contrainte, en février 2003, de se replier en Tunisie, où elle a établi une « Agence de relocalisation temporaire », à Tunis. Dotée à ce moment-là d'un



Président Félix Houphouët-Boigny (1960-1993)

personnel de quelque 900 membres, la Banque est restée dans la capitale tunisienne onze ans durant. Son retour à son siège ayant été officiellement entériné par son Conseil des gouverneurs, lors de l'assemblée annuelle de mai 2013 à Marrakech, la BAD a dépêché les premiers membres de son personnel à Abidjan la même année, suivis de 1 000 autres, envoyés par vagues successives jusqu'en décembre 2014.

Le 9 septembre 2014, étaient hissés, à Abidjan, les drapeaux de la Banque et de la Côte d'Ivoire, en présence du septième président de la Banque africaine de développement, Donald Kaberuka, et du Premier ministre de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan.

La Côte d'Ivoire : un parcours de 50 ans

Sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny (1960-1993), la Côte d'Ivoire a prospéré économiquement. Le « miracle ivoirien », fruit d'une planification rigoureuse, de liens étroits avec la France et de la maximisation des industries nationale du café et du cacao du pays, s'est heurté dans les années 1980 à une chute abrupte du prix des produits de base.

Le pays a maintenu une croissance économique continue de près de 10 % par an pendant vingt ans. La courbe s'est toutefois interrompue dans les années 1990, enrayée par l'agitation politique qui a atteint son paroxysme en 1999, avec un coup d'Etat militaire. Ont suivi quinze années d'instabilité, entraînant un violent conflit civil de 2002 à 2004, puis de 2010 à 2011 et des mouvements sporadiques durant toute la période.

Le plan de développement national de la Côte d'Ivoire

Depuis la fin du premier semestre de 2011, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un processus de reconstruction, de réconciliation et de réhabilitation. Elle a dit sa double ambition de se repositionner comme la locomotive de l'économie de la région d'Afrique de l'Ouest et de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020.

La Banque est ainsi finalement rentrée chez elle, et ce partenariat qui ne s'était jamais démenti a pu reflleurir pleinement, selon les termes de Pierre Wike Bi T, un technicien supérieur ivoirien à la retraite et familier du travail de la BAD.



« Tous les Ivoiriens saluent chaleureusement le retour de la Banque africaine de développement, même s'il n'intervient que maintenant. Nous sommes heureux que la Banque soit de retour en Côte d'Ivoire. Rien que par lui-même, ce retour a illuminé d'un sourire les visages des Ivoiriens. Nous savons ce que la Banque africaine de développement signifie et ce qu'elle peut faire. »

Le gouvernement ivoirien a lancé une large consultation pour préparer son Plan national de développement (PND) 2012-2015. Le PND sert de cadre à moyen terme pour sa stratégie de développement à long terme. Il s'appuie sur le Document de stratégie de réduction de la pauvreté pour la période 2009-2012 et ses réalisations, tout en tenant compte des nouveaux défis soulevés par les crises qui ont émaillé la dernière décennie. Il comprend également des éléments de l'agenda des objectifs du Millénaire pour le développement et le programme du président Alassane Ouattara.

La Côte d'Ivoire juge que la mise en œuvre du PND créera les conditions nécessaires à la paix et à une stabilité pérennes. À leur tour, la paix et la stabilité favoriseront la transformation

structurelle et économique du pays à long terme et lui permettront de retrouver son rôle de chef de file régional. Un autre volet clé de ce plan consiste à construire et à rénover les infrastructures du pays, en recourant notamment aux partenariats public-privé qui, de leur côté, impulseront le développement du secteur privé.

La Côte d'Ivoire s'avère un corridor de transit majeur pour la sous-région, en raison de ses deux ports d'Abidjan et de San Pedro. Elle est au cœur d'un réseau d'interconnexion électrique qui relie le Ghana au Togo et au Bénin, de même qu'au Burkina Faso et bientôt au Mali et aux pays de l'Union du fleuve Mano (Libéria, Guinée et Sierra Leone).



La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur mondial de cacao

Fournir les infrastructures en se tournant vers des partenariats public-privé

Le total des investissements nécessaires pour mettre en œuvre le PND sur la période 2013-2015 est estimé à 19 milliards de dollars EU, répartis comme suit : 8,4 milliards escomptés du secteur public et 10,6 milliards de dollars EU du secteur privé. Les investissements du secteur public accorderont la priorité aux domaines suivants : infrastructures, agriculture, justice et bonne gouvernance, sécurité, capital humain, industrie et PME, urbanisme et logement. De son côté, le secteur privé viendra appuyer l'agro-industrie et les partenariats public-privé (PPP) dans le développement des infrastructures.

Le PND a reçu l'appui de ses parties prenantes ivoiriennes, ainsi que la pleine adhésion de la communauté financière internationale. Il a également permis d'élaborer des politiques stratégiques, à l'instar du Programme de développement

agricole, du Plan national de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, du Plan d'action pour le développement industriel, de la Stratégie de développement du secteur financier, et du Plan national de cohésion sociale. La mise en œuvre du PND progresse, comme en témoigne la hausse de 13,5 % des investissements publics et privés en 2012 (contre 8,2 % en 2011). Le gouvernement a maintenant entrepris de consolider ces acquis pour mieux s'y appuyer. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire a l'opportunité d'accélérer et d'équilibrer son développement, et ses partenaires en ce domaine ont affirmé leur engagement à accroître leur soutien.

Le PND se déploie à un moment riche de promesses et de potentialités. Mais des défis subsistent, alors que la Côte d'Ivoire s'attelle à bâtir la paix et la sécurité et poursuit ses efforts pour parvenir à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale, tout en se reconstruisant et en œuvrant à son redressement économique.



Boulevard Mitterrand intersection, Abidjan

La réponse de la Banque africaine de développement

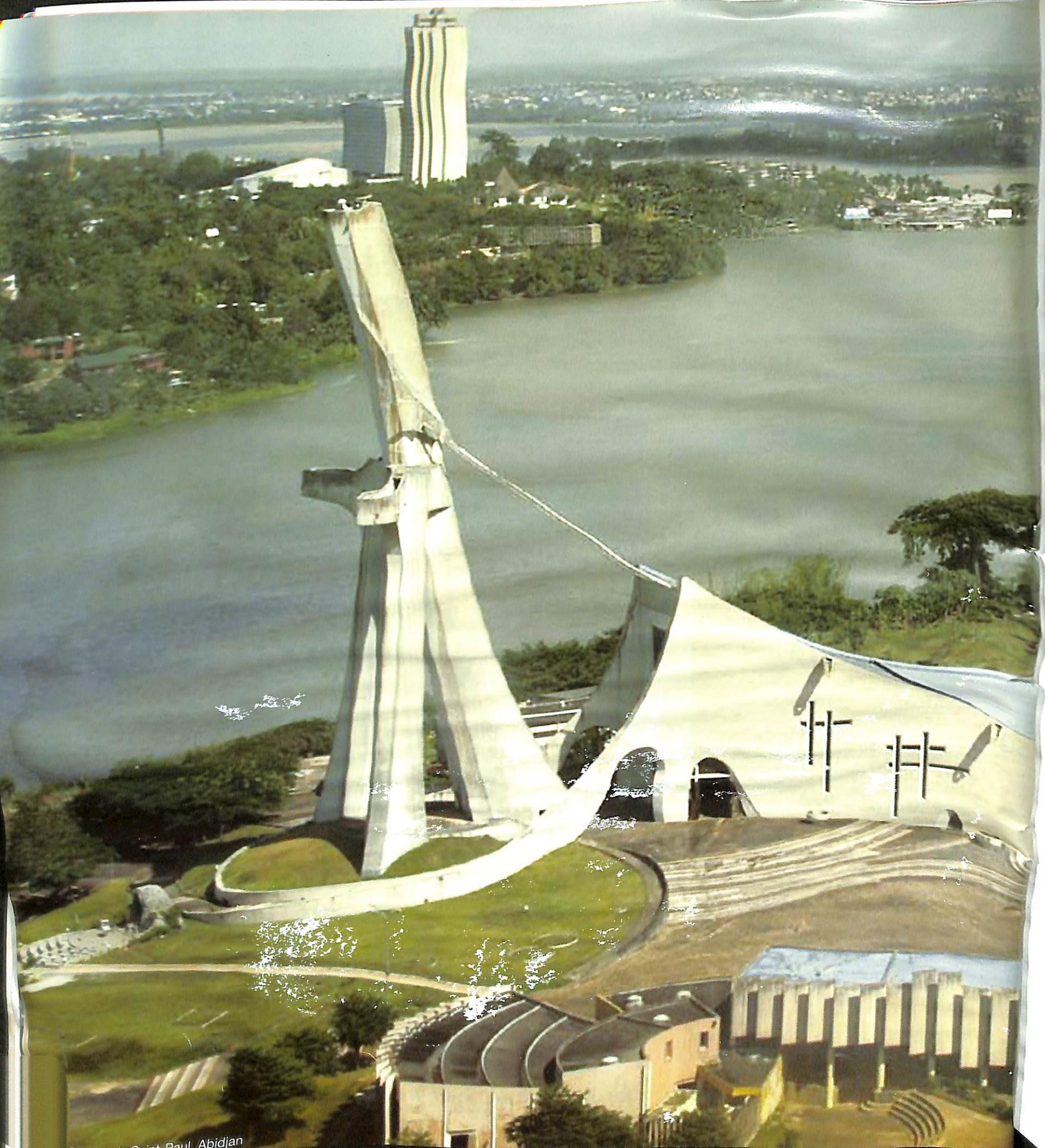
La Banque ajuste son aide aux priorités et aux programmes du gouvernement. Immédiatement après la crise post-électorale de 2011, elle a rapidement développé une stratégie pour orienter son réengagement en Côte d'Ivoire. Cette stratégie vise deux objectifs : renforcer et réhabiliter les infrastructures et rétablir les services sociaux de base ; améliorer la gouvernance et renforcer les capacités. Dans la foulée, la Banque a approuvé deux opérations : un programme d'urgence pour rétablir les services sociaux et administratifs de base, et un projet d'appui institutionnel multisectoriel de sortie de crise. Ces deux opérations ont été conçues pour répondre aux besoins les plus urgents, notamment la réhabilitation des établissements de santé et d'éducation, la rénovation des structures administratives de développement rural, la mise en place de centres de protection de l'enfance et le soutien à la réconciliation dans les anciennes zones Centre-Nord-Ouest (CNO).

Le Document actuel de stratégie pays de la Banque pour la Côte d'Ivoire, qui couvre la période 2013-2017, vise à soutenir le Plan de développement national. Il a été élaboré à la suite de larges consultations. La stratégie est ancrée sur deux piliers : le renforcement de la gouvernance et de la responsabilisation ; le développement des infrastructures pour soutenir la reprise économique. La Banque entend renforcer la cohésion et

l'inclusion sociales, améliorer l'accès à des emplois décents, mettre à niveau la gouvernance financière, promouvoir le secteur privé et développer les infrastructures.

Le portefeuille actif de la Banque reflète sa stratégie actuelle en Côte d'Ivoire. En décembre 2014, il comptait 13 projets, d'une valeur de 377,1 millions de dollars EU. Ces opérations sont principalement des projets d'infrastructures réalisés dans le cadre de la reconstruction post-conflit. La moitié des ressources est affectée au secteur privé pour financer des projets tels que la construction du pont Henri Konan Bédié à Abidjan, l'extension de la centrale électrique d'Azito et la centrale de CIPREL.

La Banque finance également des projets destinés à renforcer la cohésion sociale et la réconciliation dans les anciennes zones CNO. Elle le fait en finançant des activités génératrices de revenus pour les groupements agricoles communautaires, en introduisant des technologies dans la facilitation du commerce, et en favorisant l'autonomisation des femmes (en particulier celles qui furent victimes de violences pendant les périodes de crise). À l'avenir, les opérations de prêt de la Banque en Côte d'Ivoire seront étayées par une série d'études analytiques, d'activités de renforcement institutionnel et des capacités, d'opérations de réhabilitation d'urgence et d'assistance technique pour aider le dialogue sur les politiques économiques. La Banque viendra également en aide à la mise en œuvre du PND.



St. Paul, Abidjan

La Banque et la Côte d'Ivoire II

Les projets et programmes transformationnels

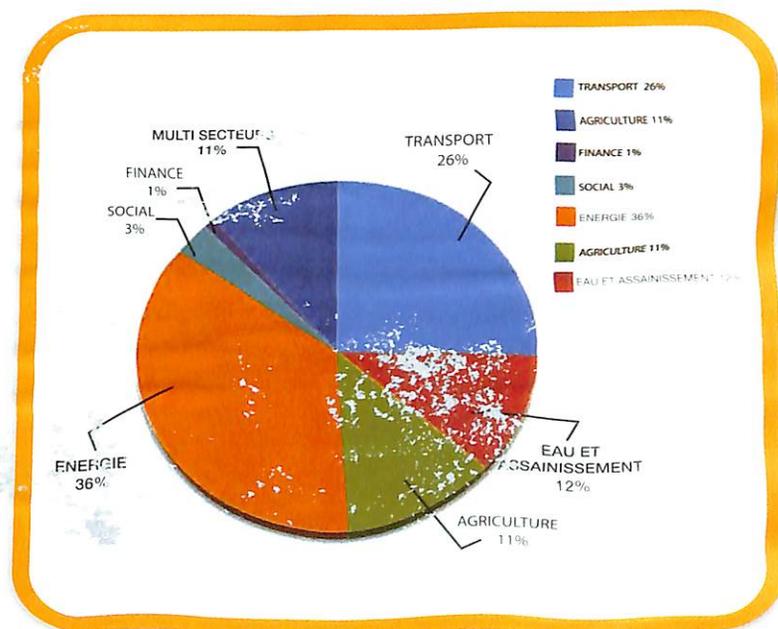


Avant démarré ses activités en Côte d'Ivoire en 1971, le Groupe de la Banque avait financé plus de 70 opérations à la fin août 2014, d'une valeur estimée à 2,1 milliards de dollars EU. Les opérations ont été financées pour l'essentiel via le guichet non concessionnel BAD - 70 % environ des approbations.

Le portefeuille du Groupe de la Banque en Côte d'Ivoire a toujours été diversifié. Près de la moitié des interventions est allée au développement des infrastructures (48 %). Dans ce domaine, les transports ont bénéficié de 26 % des fonds, suivis par l'énergie (36 %) ; les télécommunications (10 %) ; puis de l'eau et l'assainissement (12 %).

Le développement agricole et rural a reçu 11 % des fonds, tandis que le développement du capital humain s'en est vu allouer 18 %, le renforcement des capacités et les réformes institutionnelles (classés au titre des opérations « multi-sectorielles ») en ayant capté 11 %.

Portefeuille de projets de la BAD en Côte d'Ivoire, 1970-2014



Portefeuille de projets de la BAD en Côte d'Ivoire (décembre 2014)

Nom du projet	Montant du prêt/don (en \$EU)	Accord signé le
Projets du secteur public		
1 Projet d'appui ciblé et de renforcement des capacités	2,9 millions	1 ^{er} Mars 2010
2 Projet d'urgence de réhabilitation des services sociaux et administratifs de base	8,0 millions	10 juin 2011
3 Projet Gestion Intégré du Bassin du Gourou	33,6 millions	10 juin 2011
4 Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin	31,5 millions	20 mars 2012
5 Projet appui valorisation déchet liquide (African Water Facility)	1,6 millions	
6 Programme d'appui à l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion des jeunes	27,4 millions	6 décembre 2013
7 Projet d'interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée	48,2 millions	22 novembre 2013
8 Programme d'appui à la cohésion sociale et à reinsertion économique	43,8 millions	
Sous-total secteur public	197,1 million	
Projets du secteur privé		
1 MicroCred Côte d'Ivoire (Prise de participation)	0,9 millions	11 juin 2013
2 Fonds d'assistance au secteur privé africain	0,9 millions	11 juin 2013
3 Pont à péage Henri Konan Bédié	75,2 millions	28 juin 2012
4 Expansion AZITO	38,0 millions	22 octobre 2013
5 Projet d'extension de la Centrale Electrique (CIPREL)	64,8 millions	14 août 2013
Sous-total secteur privé	180 millions	
Total secteurs public et privé	377,1 millions	





Répartition sectorielle du portefeuille

Les projets les mieux connus parmi ceux que la Banque a financés en Côte d'Ivoire dans les décennies 1990 et 2000 sont le projet d'Azito, le Projet d'appui institutionnel multisectoriel de sortie de crise et le Projet d'appui multisectoriel basé sur le genre – ce dernier a d'ailleurs remporté en 2013 le Prix de l'impact sur le développement décerné par le Département du Trésor des États-Unis.

Daniel Aka Ahizi, ex-ministre, président du Parti ivoirien des travailleurs, souligne l'importance du partenariat qui lie la BAD et la Côte d'Ivoire, outre les attentes vis-à-vis de la vision et du leadership de la Banque :



« Nous nous tournons vers le leadership de la Banque africaine de développement. La Banque a eu de grands visionnaires parmi ses dirigeants, ses experts et son personnel. Nous vous souhaitons bon retour chez nous, chez vous. Vous avez contribué à remettre la Côte d'Ivoire au carrefour du développement en Afrique. L'économie fait sans doute preuve de résistance aux chocs qu'elle a subis du fait de la crise post-électorale de 2011, mais beaucoup reste à faire pour continuer de faire baisser la pauvreté et assurer une croissance pour tous. »

Renforcer les infrastructures – Les transports

La Côte d'Ivoire a un maillage d'infrastructures relativement bien développé. Elle possède un réseau électrique national de bonne qualité et est dotée d'une bonne ossature en technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'échelle nationale. Les zones du Nord sont connectées au reste du pays, en dépit de leur faible densité démographique. Les réseaux d'infrastructures de la Côte d'Ivoire (routes, rail, énergie et TIC) sont généralement intégrés à ceux du Burkina Faso voisin.

La Côte d'Ivoire peut développer son potentiel d'infrastructures pour le transformer en richesse au profit du pays et des générations futures. Aussi, le gouvernement est-il en train de réformer les infrastructures nationales, dans le but d'attirer les investissements du secteur privé et de bâtir une économie compétitive.

Le Groupe de la Banque finance actuellement cinq opérations d'infrastructures, pour une valeur estimée à 174,3 millions de dollars EU.

Des infrastructures et des services de transport efficaces et sûrs ont été – et seront – les principaux moteurs de la croissance économique de la Côte d'Ivoire. Mais l'instabilité prolongée a entraîné la destruction des infrastructures, qui en outre ont été peu entretenues durant cette période. En conséquence, les

coûts du transport routier s'en sont vus accrus, alors même que la qualité des prestations s'était fortement dégradée.

Le sous-secteur du transport maritime, qui draine 90 % des marchandises du pays, est également confronté à des contraintes liées à l'insuffisance des infrastructures. Il s'agit notamment de l'insuffisance des structures portuaires, en particulier l'étroitesse du canal de Vridi qui empêche les grands navires d'accoster dans le port d'Abidjan. À cela viennent s'ajouter la congestion des zones portuaires et le manque de sécurité maritime et portuaire. Le potentiel de transport que

représentent les 300 km de lagunes intérieures entièrement navigables est quasi inexploité, en raison de l'absence de quais de chargement et des faibles capacités de l'Autorité portuaire.

À ce jour, la Banque a approuvé 28,1 millions de dollars EU de prêts et de dons octroyés au secteur des transports. Cette aide englobe le financement d'études sur le secteur routier, la réhabilitation et la modernisation des routes existantes et la conception d'un programme de réforme de la gestion des routes. Un réseau routier réhabilité et opérationnel améliorera l'accès aux régions agricoles ainsi que les liaisons avec les pays limitrophes.

UN PROJET PHARE...

Le pont à péage Henri Konan Bédié, à Abidjan

La Banque africaine de développement finance la construction d'un grand projet d'infrastructure, qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Le pont à péage Henri Konan Bédié, dont les travaux se sont achevés à la fin 2014, a vocation à soulager les difficultés de circulation qui congestionnent Abidjan, outre son rôle de pionnier quant à l'avenir de l'infrastructure routière en Côte d'Ivoire.

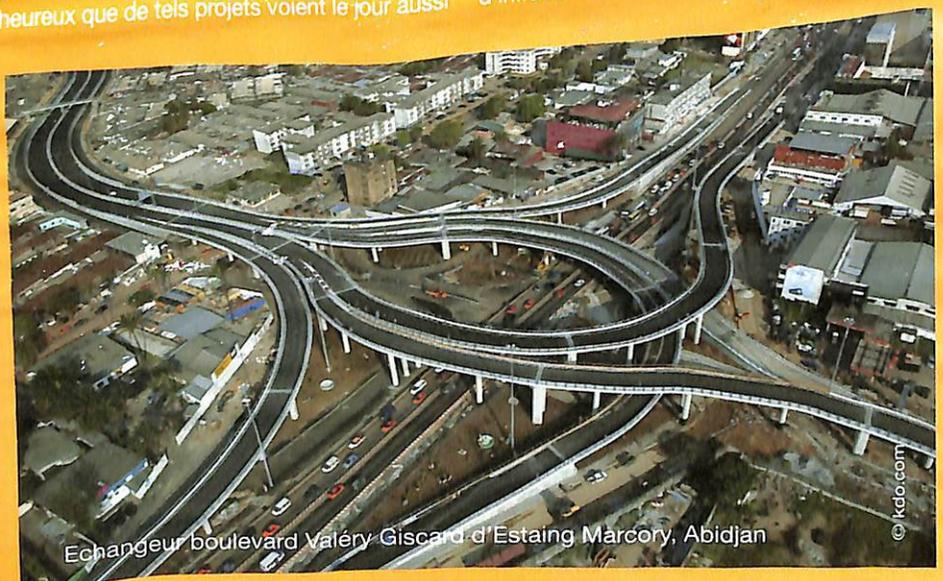
Les routes et ponts existants – le pont Félix Houphouët Boigny inclus – subissent une forte pression, due à une circulation qui ne cesse de se densifier. Construit par l'entreprise française de construction Bouygues, le nouveau pont reliera deux des principaux quartiers d'Abidjan (la Riviera au nord et Marcory au sud), mettant fin à plus de 10 km d'engorgement du trafic. Quelque 100 000 véhicules devraient emprunter le nouveau pont chaque jour, selon les projections.

Ce pont est le premier projet de route à péage financé en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un montage PPP. C'est même l'un des tout premiers projets de péage privé urbain à être exécuté dans un pays sortant d'un conflit en Afrique. Plusieurs institutions bilatérales et multilatérales, dont la BAD, sont impliquées dans la mobilisation des fonds nécessaires, estimés à 232 millions d'euros.

Désiré Bouabi, un jeune étudiant qui fait son jogging tous les jours dans les environs, admire les deux chaussées à trois voies qui s'étirent sur 1,5 km de long pour aboutir sur des postes de péage et des échangeurs vers l'axe de la Riviera : « À chaque fois que j'y passe, je suis captivé. J'admire les travaux de génie civil en cours, magnifiques. Ce projet me rappelle que la paix, c'est la stabilité, et la stabilité sous-tend le développement. Nos jeunes frères et sœurs vont en Europe à grands frais pour voir des infrastructures de développement de ce genre, mais je suis heureux que de tels projets voient le jour aussi

chez nous. Le coût est sans doute élevé, mais compte tenu de l'urbanisation rapide vers Bingerville, le projet est très important. Nous avons des amis au-delà de la Côte d'Ivoire qui soutiennent nos efforts de reconstruction. »

Ils sont nombreux à dire leur satisfaction pour le troisième pont de la capitale. Quant au projet de péage, ils estiment que les modalités de gestion et d'entretien mises en place assureront la pérennisation des ouvrages. De fait, le déficit de culture de la maintenance s'est révélé un frein aux projets d'infrastructure du pays.



Echangeur boulevard Valéry Giscard d'Estaing Marcory, Abidjan

© kdb.com



Centrale thermique d'Azito, au nord d'Abidjan

Renforcer les infrastructures – L'énergie

Une alimentation électrique fiable est cruciale pour les secteurs productifs et sociaux de l'économie. Or, le secteur de l'énergie est confronté à des difficultés structurelles en Côte d'Ivoire, et la faiblesse de la capacité de production ne peut qu'être aiguisée par l'explosion de la demande. Cette situation est la conséquence du faible volume des investissements injectés dans le secteur au cours de la dernière décennie. Le vieillissement des infrastructures de production, de transport et de distribution, les niveaux élevés de pertes d'énergie, ainsi que le manque de ressources pour financer les énergies renouvelables et hydraulique, ont sérieusement affecté l'approvisionnement en énergie fiable, propre et à faible coût. Bien que 74 % des ménages en Côte d'Ivoire vivent dans des zones électrifiées, seuls 28 % environ sont effectivement connectés au réseau.

Renforcer les infrastructures, de production d'électricité en particulier, est donc essentiel pour promouvoir la croissance économique inclusive et atteindre les objectifs du PND. Les travaux de construction et d'extension des centrales

hydroélectriques en cours aideront à réduire le déficit de l'électricité du pays et à fournir des excédents pour l'exportation vers les pays limitrophes.

L'accroissement de l'offre d'électricité actuellement disponible permettra à la Côte d'Ivoire de répondre efficacement à la demande croissante et de maintenir sa position d'exportatrice nette d'énergie. Les activités actuelles comprennent l'extension de la centrale électrique d'Azito à travers un partenariat public-privé mis en place avec le soutien de la Banque pour construire deux centrales de 144 mégawatts. Ces investissements devraient permettre au pays d'économiser 4 millions de dollars EU de coûts d'énergie par an, et de passer du statut d'importateur net d'électricité à celui d'exportateur net.

De plus, le Groupe de la Banque a récemment accepté de financer l'extension de la CIPREL, à hauteur de 50 millions d'euros. Cet investissement permettra d'accroître de 321 MW à 543 MW la capacité de production de la centrale. Il confortera également la conception d'une approche durable grâce à la récupération des pertes de chaleur du système actuel, afin de produire plus d'électricité et de créer plus d'emplois pour les Ivoiriens.

UN PROJET PHARE...

Le projet d'extension de la centrale d'Azito

Financée par la Banque, la centrale d'Azito est elle aussi un projet phare en Côte d'Ivoire. L'installation est la plus importante des six centrales de production d'électricité du pays : trois d'entre elles (y compris Azito) sont alimentées au gaz naturel, les trois autres étant des stations hydroélectriques. Les centrales de Kossou, Taabo et Buyo, à l'intérieur du pays, sont alimentées par des fleuves importants comme le Sassandra, qui traverse le pays du nord au sud.

Les centrales au gaz naturel – comme CIPREL, la centrale de Vridi et Azito – sont situées à moins de 8 km des côtes, dans les zones lagunaires d'Abidjan. Le projet d'Azito a été implanté dans le village du même nom, à Yopougon, à 6 km environ à l'ouest du port maritime d'Abidjan. La Côte d'Ivoire est le premier pays d'Afrique subsaharienne à s'être

tourné, dans les années 1990, vers le secteur privé pour accroître sa capacité de production d'électricité. À la fin 2013, le pays affichait une capacité installée de près de 1632 MW.

La Côte d'Ivoire ambitionne de doubler sa capacité de production d'électricité d'ici à 2020. Des projets d'interconnexion électrique sont en voie de réalisation dans le cadre du Pool énergétique ouest-africain, qui vise à relier la Côte d'Ivoire à plusieurs pays de la sous-région, parmi lesquels le Ghana, le Burkina Faso, le Libéria et la Sierra Leone. Financé par la Banque, le projet d'extension d'Azito, d'une capacité actuelle de 288 MW, devrait intégrer une turbine à vapeur de 139 MW, alimentée par la chaleur émanant des turbines existantes et ainsi se muer en une centrale thermique à cycle combiné de 426 MW.

Les mesures de sécurité renforcée qui protègent la centrale d'Azito ne font pas dans la demi-mesure. « C'est un projet très important en Côte d'Ivoire pour l'intégration et la coopération régionales, souligne le caporal Amadou, soucieux de la sécurité des lieux. Notre présence ici garantit une disponibilité continue d'électricité fiable et à coût abordable dans le pays et la sous-région. »

En soutenant cette infrastructure de production d'électricité, la Banque s'attache aux objectifs clés du secteur privé que sont l'instauration d'un environnement pleinement propice à un développement et à une croissance économiques tirés par secteur privé. Le projet favorise également la stratégie d'intégration régionale de la Banque pour l'Afrique de l'Ouest, outre son agenda en faveur de la « croissance verte ».



Centrale de gaz naturel d'Azito



Améliorer l'approvisionnement en eau, à Abidjan

Renforcer les infrastructures – L'eau et l'assainissement

La Banque a consacré d'importantes ressources à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à la santé publique, et optimise les conditions de vie des Ivoiriens de façon générale. Son Projet d'approvisionnement en eau en milieu rural a ainsi permis de réaliser près de 1 000 forages et de rendre quantité de petits systèmes d'eau en milieu rural plus performants. Grâce au projet, plus de 10 rivières sont désormais exploitées pour desservir plus de 400 000 personnes réparties dans 10 localités de la région sud-ouest du pays.

Améliorant les conditions d'existence des populations en réduisant les disparités d'accès à l'eau potable – un accès désormais élargi –, le projet a également dopé la productivité économique, grâce à l'amélioration de l'assainissement et parce qu'il a permis de réduire le temps consacré aux corvées d'eau.

Sur les 10 projets que la Facilité africaine de l'eau (FAE) a approuvés en Côte d'Ivoire depuis janvier 2013, six sont de petits investissements stratégiques destinés à améliorer la chaîne de valeur de l'assainissement pour les citoyens pauvres. Ces projets ont favorisé l'autonomisation des femmes notamment, en les

formant au marketing social et à la gestion d'organismes de microcrédit. Des jeunes ont pu également bénéficier de ces projets, qui ont offert des opportunités d'emploi dans la chaîne de valeur du recyclage des déchets.

Comblant l'écart de genre en matière économique et autonomiser les jeunes est capital pour stimuler la croissance économique en Afrique. En 2013, la FAE a lancé en Côte d'Ivoire, comme dans d'autres pays membres régionaux, un certain nombre de projets d'assainissement avec des composantes spécifiques pour offrir des prestations ciblées aux femmes et aux jeunes.

Ces projets d'assainissement favorisent l'emploi des femmes : 440 des 960 emplois nouvellement créés leur sont destinés. Ils permettent aussi aux femmes entrepreneures dans le secteur de l'assainissement d'améliorer leurs prestations.

Quant aux jeunes, ceux-ci bénéficieront d'opportunités pour opérer dans de petites entreprises d'assainissement. Plus de 1300 emplois de base devraient être créés dans ces petites entreprises, en particulier dans les États fragiles et les villes les plus vulnérables, dont certaines villes du nord de la Côte d'Ivoire.

UN PROJET PHARE ...

Le projet de gestion intégrée du bassin du Gourou

Le projet porte sur l'exécution de travaux dans l'ensemble du bassin du Gourou, afin d'assurer un meilleur écoulement des eaux vers la sortie de drainage (notamment au niveau de l'échangeur de l'Indénié), d'améliorer la gestion de l'environnement et le traitement des déchets solides, et d'instaurer une nouvelle méthode de planification de la gestion intégrée de l'eau à l'échelle du bassin. Commencée en janvier 2011, la mise en œuvre du projet a duré plus de 36 mois, pour un coût estimé à 18,2 milliards de FCFA.

Les problèmes qui se posent au bassin proviennent des inondations incessantes que causent l'urbanisation anarchique, les déficiences liées à la construction des routes, la mauvaise gestion des déchets solides, l'érosion des sols, et l'incapacité à faire face aux eaux pluviales qui provoquent des embouteillages au niveau de l'échangeur de

l'Indénié. Le grand carrefour de la vallée du Gourou, qui relie les zones d'Agban, de Williamsville, des Deux Plateaux et d'Abobo, devient inaccessible lors des fortes pluies.

Le projet a été exécuté en plusieurs phases. La première, effectuée dans l'urgence, a porté sur la réhabilitation et la construction de bassins écrêteurs et de canaux de drainage dotés de déversoirs vers le canal principal. Une étude a également été menée en vue de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre une stratégie d'assainissement durable et de drainage du bassin. Les travaux exécutés en amont du bassin durant cette phase avaient pour but de prévenir les inondations et de réduire l'accumulation des déchets solides autour du carrefour de l'Indénié, de sorte de faciliter le drainage au niveau de l'échangeur. Ces mesures ont exigé le nettoyage et la réhabilitation des canaux

avoisinants, ainsi que le dragage et le renforcement des évacuations des eaux de la lagune en aval du bassin. L'intervention de la Banque avait pour but de limiter le plus vite possible les inondations à l'intersection de l'Indénié.

« Depuis les travaux effectués dans la vallée du Gourou, je peux maintenant traverser l'intersection en toute sécurité, sans crainte d'être emportée par les crues », explique Fanta, qui vit sur le versant opposé de la colline de Williamsville.

« Il a beaucoup plu ces dernières années et un projet de ce genre aurait dû voir le jour depuis longtemps. Mais mieux vaut tard que jamais », renchérit Ngotta Yao, chauffeur de taxi de son état. Et d'ajouter : « L'histoire du bassin du Gourou a été mouvementée dans le passé. On a parlé de militaires embusqués là pour



Projet de gestion intégrée du bassin du Gourou, Abidjan



Le Bassin du Gourou en plein travaux, Abidjan

attaquer le camp de gendarmerie à proximité de la montée d'Agban, de voleurs opérant dans les bas-fonds marécageux, ou d'enfants emportés par les eaux. Ces histoires macabres appartiennent désormais au passé.

Aujourd'hui, grâce au financement de la Banque, nous voyons quelque chose de nouveau et de plus réjouissant. Le projet est encore dans sa phase d'urgence, mais déjà il nous donne déjà de l'espoir. C'est un bel ouvrage d'ingénierie hydraulique. Au moins, n'allons-nous plus nous mettre à trembler quand les nuages annonciateurs de pluie s'amoncellent dans le ciel. La Banque et les autres partenaires de développement se sont ralliés autour de notre gouvernement pour répondre une fois pour toutes à une véritable situation d'urgence. Il est toujours intéressant de parler de réalisations qui sauvent des vies.

Sous l'égide du ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales, le projet est en train de changer les conditions de vie,

notamment dans l'utilisation des prétendus « non-man's lands ». L'environnement est en cours de réhabilitation, l'air frais circule de nouveau, les personnes et les zones d'habitation ne sont plus coupées les unes des autres.

« Je suis parmi les bénéficiaires immédiats, car j'habite au Plateau Dokui, dans l'un des quatre quartiers les plus densément peuplés d'Abidjan, explique Ngotta Yao. Mais c'est toute la ville, avec plus de cinq millions, qui a tout à gagner avec l'amélioration du réseau d'assainissement sur le site du projet, qui s'était purement effondré. L'amélioration de l'utilisation des terres et une meilleure hygiène profiteront à tous, en plus des bonnes conditions sanitaires qui aideront à réduire l'incidence du paludisme, du choléra et d'autres maladies d'origine hydrique. Quelque 2 300 emplois ont été créés. La zone industrielle, Vridi et Port-Bouet ressuscitent. Il y a quelques mois à peine, personne n'aurait pu s'imaginer ce que pourrait devenir ce site.

J'attends avec impatience de voir le projet achevé ».

Zoumana Désir, chauffeur de taxi, raconte dans la commune d'Adjamé, explique à son tour : « Avant le début du projet, les gens étaient très inquiets à l'approche de la saison des pluies. Parce que les pluies, même de petites averses, transformaient souvent la zone en un flot dévastateur, déclenchant des glissements de terrain et toutes sortes de catastrophes. Il est incroyable de penser que le site de ce projet ait pu être le théâtre notoire d'hécatombes il y a quelques mois à peine. Les gens évitaient de passer par là, à moins d'y être obligés. On ne comptait plus les morts par noyade, surtout les enfants, et les effondrements de maisons, à chaque inondation. Les quartiers étaient coupés les uns des autres, et la vie économique s'arrêtait pendant des jours après la pluie. Aujourd'hui, ce projet a ramené de l'ordre, une saine gestion du drainage. Et le bonheur. » Et de poursuivre :

« Je vivais en paix à Bouaké, où je travaillais dans la plantation de mon père. Mais avec la crise, le travail agricole a périçlité, et les produits s'échangeaient par troc. J'ai dû venir à Abidjan, mais il n'y avait pas de travail. C'est ainsi que nous nous sommes convertis en chauffeurs de taxi. Ce qui ne résolvait pas nos problèmes, car il y avait pléthore de gens sans emploi, et il fallait s'installer n'importe où, là où il y avait un espace libre. C'est l'un des tristes débuts de la situation de misère qui prévaut dans le bassin du Gourou ; c'est un problème créé par l'homme. Regardez l'urbanisation chaotique à laquelle nous assistons en ce

moment, regardez l'invasion confuse et incontrôlée du bassin et des vallées par l'homme. Il y a aujourd'hui moins d'un hectare de ravines érodées, là où s'étalaient de vastes étendues verdoyantes. »

Le bassin du Gourou s'étend sur une superficie d'environ 28,6 km sur 9 km du nord au sud, jusqu'à la lagune Ebrié, au canal de Vridi et au golfe de Guinée. Le bassin, ses plaines et les zones environnantes abritent plus de 2,5 millions de personnes, notamment à Abobo, Adjamé, au Plateau Dokui, à Anyama, aux Deux Plateaux et à Williamsville.

Le projet de gestion intégrée des bassins versants du Gourou est capital pour les efforts de développement d'Abidjan. Il porte sur la réhabilitation des canaux et la mise en œuvre d'opérations stratégiques à l'échelle de tout le bassin, afin d'assurer un meilleur drainage, une meilleure gestion de l'environnement et un meilleur traitement des déchets solides. Il repose aussi sur le sens de la responsabilité. S'il est vrai que les habitants d'Adjamé, d'Abobo, de Cocody et du Plateau seront les bénéficiaires directs du projet, ce sont tous les Ivoiriens qui profiteront des retombées.

Améliorer l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire

Le secteur agricole représente 26 % au PIB de la Côte d'Ivoire, 40 % de ses recettes d'exportation et environ 75 % de ses recettes d'exportation hors pétrole. Près de 75 % des terres du pays sont arables. La qualité du sol et les conditions agro-climatiques sont favorables à la production d'une grande variété de cultures tropicales. Cependant, 42 % seulement des terres arables sont exploitées.

Le secteur reste l'un des principaux moteurs de la croissance économique du pays, malgré un recul dû à la baisse du prix des cultures de rente et à la décennie de crise politique.

Le Programme national d'investissement agricole (PNIA) offre de nouvelles opportunités de relance fondées sur les partenariats public-privé, le développement de la commercialisation des produits et des infrastructures de traitement. Ce qui est de bon augure pour le renforcement de la sécurité alimentaire de même que l'accroissement de la production et de l'exportation des produits transformés. L'implication croissante du secteur privé offre une autre chance à la Côte d'Ivoire d'injecter plus de ressources dans le secteur et transformer les petites exploitations agricoles familiales en agro-entreprises modernes et compétitives, pleinement intégrées dans les marchés régionaux et mondiaux.

Les investissements cumulés de la Banque dans le secteur agricole ont fourni de l'eau potable, diversifié la production agricole et amélioré la sécurité alimentaire. Ils ont renforcé la qualité de la production de viande et permis d'accroître la productivité et les revenus ruraux. Ils ont aidé au reboisement et soutenu les réformes du secteur agricole.

Pour N'Guessan Kouadio Jean, chef du village de Bodokro, situé à 120 km de Bouaké

« La Banque africaine de développement a prouvé qu'elle est une véritable institution africaine en venant dans ce village perdu, pour nous soutenir. La Banque nous a fait connaître, et nous sommes devenus une partie de l'humanité. Le projet de la Banque nous a montré la voie, la voie coopérative agricole. Nous sommes très heureux de ce qui se passe déjà dans nos plantations, mais nous avons besoin que nos produits aillent sur le marché à Bouaké. Nous aimerions que la Banque soit encore plus présente ici et dans tous nos quatre gros villages. Nous avons besoin de moyens pour envoyer nos produits sur le marché. Nous avons besoin de meilleures routes. Nous avons besoin de transports. Avec la Banque, nous savons que nous ne travaillerons pas en vain. »



UN PROJET PHARE...

Le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin



Destructeurs pour les agriculteurs de Bodokro

La Banque finance actuellement le Projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin (PAIA-ID). Le projet permettra d'accroître, dans la durée, la production ainsi que la productivité des principales cultures. De même qu'il favorisera le développement des infrastructures, tout en améliorant les conditions de production et de commercialisation des produits agricoles. Il renforcera également les capacités organi-

sationnelles et institutionnelles nécessaires à l'essor de la production agricole.

Le projet aidera à réhabiliter quelque 920 hectares de plaines irriguées et 620 kilomètres de pistes rurales. Il aidera à construire 40 forages et améliorer 7 systèmes villageois d'approvisionnement en eau. Il créera les conditions d'installation de 100 pompes manuelles et de construction de 2 centres

de collecte de produits agricoles, 8 centres de collecte, 10 marchés de produits vivriers, 24 entrepôts de stockage de produits alimentaires, 2 abris pour des décortiqueuses de riz, et 20 hangars de séchage de cacao. Il fournira également 20 kits de contrôle de la qualité du cacao, formera les exploitants agricoles, et renforcera la capacité institutionnelle des services ruraux d'appui technique.

Le projet ciblera directement 9 000 petites exploitations, représentant environ 35 % des exploitations de la zone. Il bénéficiera également à environ 100 000 habitants de la zone en améliorant les

pistes rurales et l'alimentation en eau potable. L'on estime qu'un quart de la population totale de la zone - et plus de 40 % de la population rurale - bénéficieront du projet. Il permettra de créer 3 000

emplois permanents et d'augmenter la production alimentaire annuelle de la région, qui passera des 280 000 tonnes actuelles à 340 500 tonnes d'ici 2017, soit une augmentation de 20 %.



Les groupements de femmes se lancent dans l'agriculture communautaire

UN PROJET PHARE...

Programme de réponse à la crise alimentaire dans le Sahel (P2RS)

Renforcer la résilience à la sécheresse et à la famine à travers l'agriculture durable au Sahel

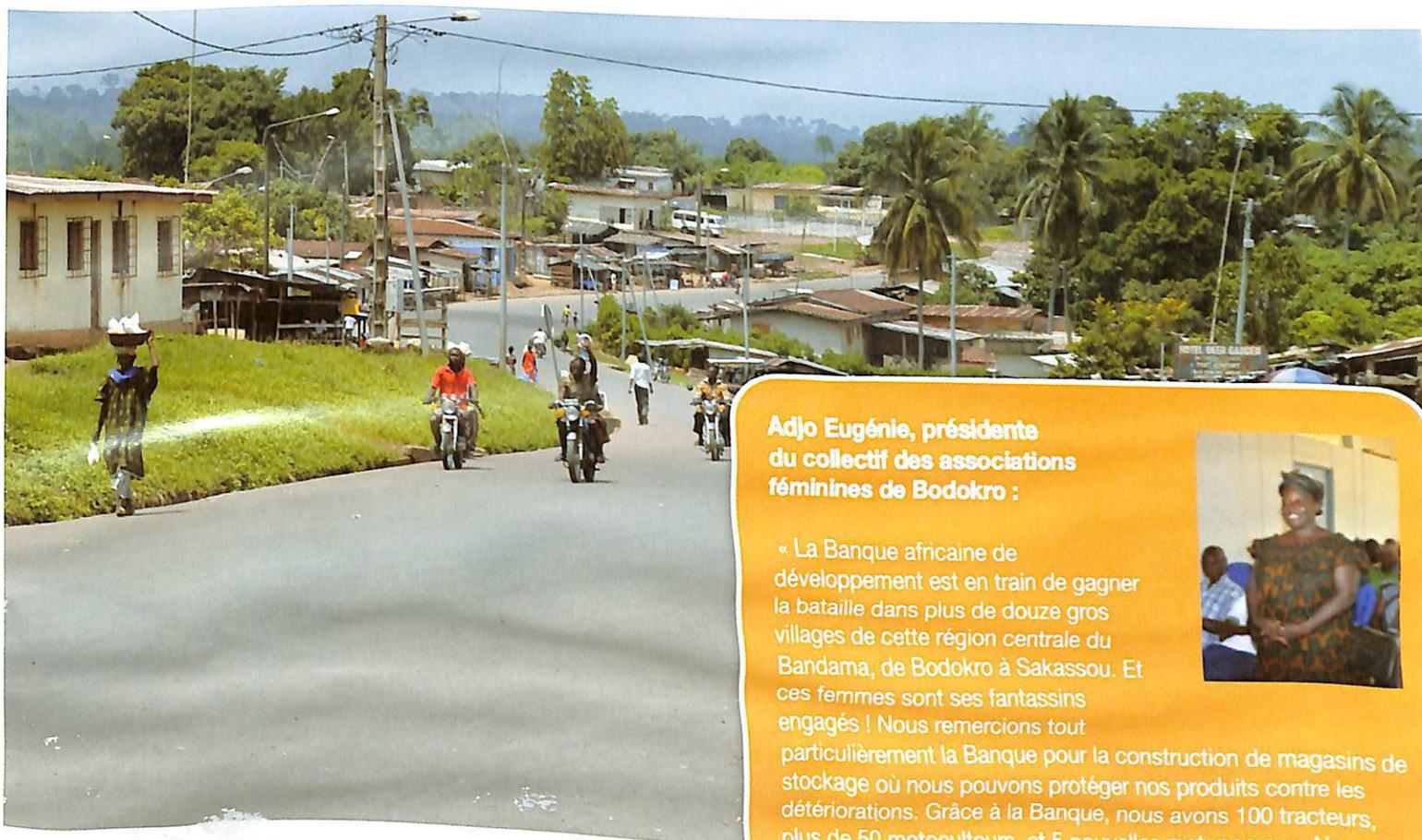
La Banque africaine de développement s'est engagée dans les pays Sahel au cours des trois dernières décennies, et continue de lancer de nouvelles initiatives dans la région. L'objectif est de faire du Sahel une région qui jouira d'une paix durable grâce à l'approfondissement de l'intégration régionale, à la résilience et à la croissance économique inclusive. Pour atteindre cet objectif, la BAD a élaboré en 2013 le Programme du Sahel en guise de réponse à la crise alimentaire dans la région.

La Banque a conçu le Programme de réponse à la crise alimentaire au Sahel (P2RS), qui couvre

13 pays : Bénin, Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo. Le projet vise à restaurer la résilience des ménages aux catastrophes naturelles et à la désorganisation de l'approvisionnement alimentaire qu'elles entraînent dans leur sillage. L'insécurité alimentaire est considérée comme un défi de développement structurel de long terme. Aussi convient-il de se concentrer sur la réduction de l'insécurité alimentaire récurrente par la construction d'infrastructures rurales, le soutien à l'adaptation au changement climatique, et la promotion de mesures de ré-

duction des risques découlant des catastrophes. La première phase du programme est financée par le Fonds africain de développement et sera mise en œuvre en partenariat avec le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), de concert avec les ministères des Etats membres concernés. Le programme se déroulera en deux phases de cinq années chacune.





**Adjo Eugénie, présidente
du collectif des associations
féminines de Bodokro :**

« La Banque africaine de développement est en train de gagner la bataille dans plus de douze gros villages de cette région centrale du Bandama, de Bodokro à Sakassou. Et ces femmes sont ses fantassins engagés ! Nous remercions tout particulièrement la Banque pour la construction de magasins de stockage où nous pouvons protéger nos produits contre les détériorations. Grâce à la Banque, nous avons 100 tracteurs, plus de 50 motoculteurs, et 5 nouvelles motopompes. Nous sommes très reconnaissantes, et nous en appelons à la Banque pour qu'elle ne s'arrête pas en si bon chemin. »



L'appui à la sortie de conflit

Développer les compétences artisanales chez les jeunes filles et les femmes de Danané

Le projet d'appui institutionnel multisectoriel de sortie de crise de la Banque a permis à de nombreux Ivoiriens, notamment les groupes vulnérables, y compris les femmes et les jeunes filles, de faire face à l'impact immédiat du conflit, grâce à la fourniture de services de base dans des domaines essentiels tels que l'agriculture, l'éducation, la santé et le développement rural. Ce programme a été un facteur important pour la réunification du pays, la consolidation de la paix et la mise en place d'un environnement sécurisé pour le retour des réfugiés internes.

**Luc Gnepa, informaticien
et président par intérim de l'Alliance
républicaine et démocratique
ivoirienne, perçoit la BAD comme
un partenaire crédible pour
le progrès du pays :**

« L'assistance fournie à notre cher pays, la Côte d'Ivoire, par la Banque africaine de développement après la récente crise, montre que la Banque est vraiment à notre écoute, en tant qu'institution africaine qui comprend les problèmes des pays africains. La Banque est une institution crédible dans ce pays. »



UN PROJET PHARE...

Le projet d'appui multisectoriel aux femmes victimes de violence basée sur le genre



En 2013, un projet financé par la Banque en Côte d'Ivoire a remporté le « Prix de l'Impact sur le développement », décerné par le Département du Trésor américain. Couvrant plusieurs secteurs, le projet a été conçu pour soutenir le pays à sa sortie de conflit. Un élément essentiel de ce projet, financé à hauteur de 3,1 millions de dollars EU, visait à épauler les femmes et les jeunes filles traumatisées par le conflit. Mis en œuvre sur une période de cinq ans, entre 2007 et 2012 pour un coût total de 20 millions de dollars EU, le projet couvrait les zones Nord, Centre et Ouest du pays.

La crise politique qui a secoué la Côte d'Ivoire en 2001 a eu de graves séquelles

humanitaires. La violence basée sur le genre est devenue un obstacle de taille pour les femmes en quête de moyens de subsistance. La violence sexuelle a été utilisée comme une arme de guerre. Privées d'institutions d'appui et d'accès aux services juridiques de réparations, les femmes et les jeunes filles étaient particulièrement vulnérables.

Le projet a bénéficié directement à quelque 3 500 femmes, et indirectement à des milliers d'autres. Il s'est, depuis, lancé dans une entreprise plus globale de fourniture de soutien à travers un certain nombre d'initiatives. Les centres de services qu'il a créés offrent aux survivantes de violence basée sur le genre, un ensemble intégré de

services médicaux, psychosociaux, juridiques et judiciaires. Les femmes sont également encouragées à participer à des projets générateurs de revenus qui leur donnent leur autonomie économique et réduisent l'ostracisme et la stigmatisation qui les entourent.

« Une des réalisations importantes du projet, c'est qu'il a donné aux femmes l'accès aux services de santé maternelle, et ouvert aux enfants le chemin des écoles réhabilitées », a rappelé le secrétaire général de la préfecture de Korhogo.

« J'ai été soignée gratuitement, et la façon dont le personnel a visité ma maison a rassuré

les membres ma famille et ils se sont sentis respectés », a reconnu une survivante de Guiglo.

« En nous mettant ensemble, nous sommes devenues autonomes », a souligné Diaby Bamba, présidente d'un groupement de traitement des noix de cajou à Dabakala. « Le projet m'a donné les moyens de gagner

de l'argent en prenant part à une activité qui me permet de nourrir et de soigner mes enfants. Maintenant, quand la famille doit prendre une décision, j'ai mon mot à dire », reconnaît une bénéficiaire du projet, à Bouaké.

« Les veuves qui ont été maltraitées, les femmes qui ont été violées ou battues, ces femmes ont

été accueillies dans des groupements communautaires », assure le Dr. Anne Ambroise, coordonnatrice du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à Korhogo.

« Maintenant, la communauté sait qu'elle ne doit pas nuire aux gens. Maintenant, elle sait que les femmes sont protégées », indique une survivante de 16 ans.



UN PROJET PHARE...

Le projet d'appui institutionnel multisectoriel de sortie de crise
Renforcer l'État pour la fourniture des services de base et aider les personnes vulnérables



Financé sur les ressources concessionnelles du Fonds africain de développement (FAD) à hauteur de 30,4 millions de dollars EU, le projet d'appui institutionnel multisectoriel de sortie de crise (PAIMSC) se concentre sur les mesures d'urgence pour rétablir le fonctionnement normal de l'administration et le retour à la paix, à travers la prestation

de services de base tels que l'éducation, la santé et le développement rural. Son objectif est d'aider à la réunification du pays, la consolidation de la paix et la mise en place d'un environnement sécurisé pour le retour des réfugiés internes.

Une composante du projet appuie le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans

les zones Centre-Nord-Ouest (CNO), avec la restauration de l'enseignement primaire, de la santé et des services de développement rural. Une deuxième composante vise à consolider la paix et la réconciliation nationale, notamment en soutenant les femmes victimes de violence, ainsi que les organisations soignant les groupes vulnérables.

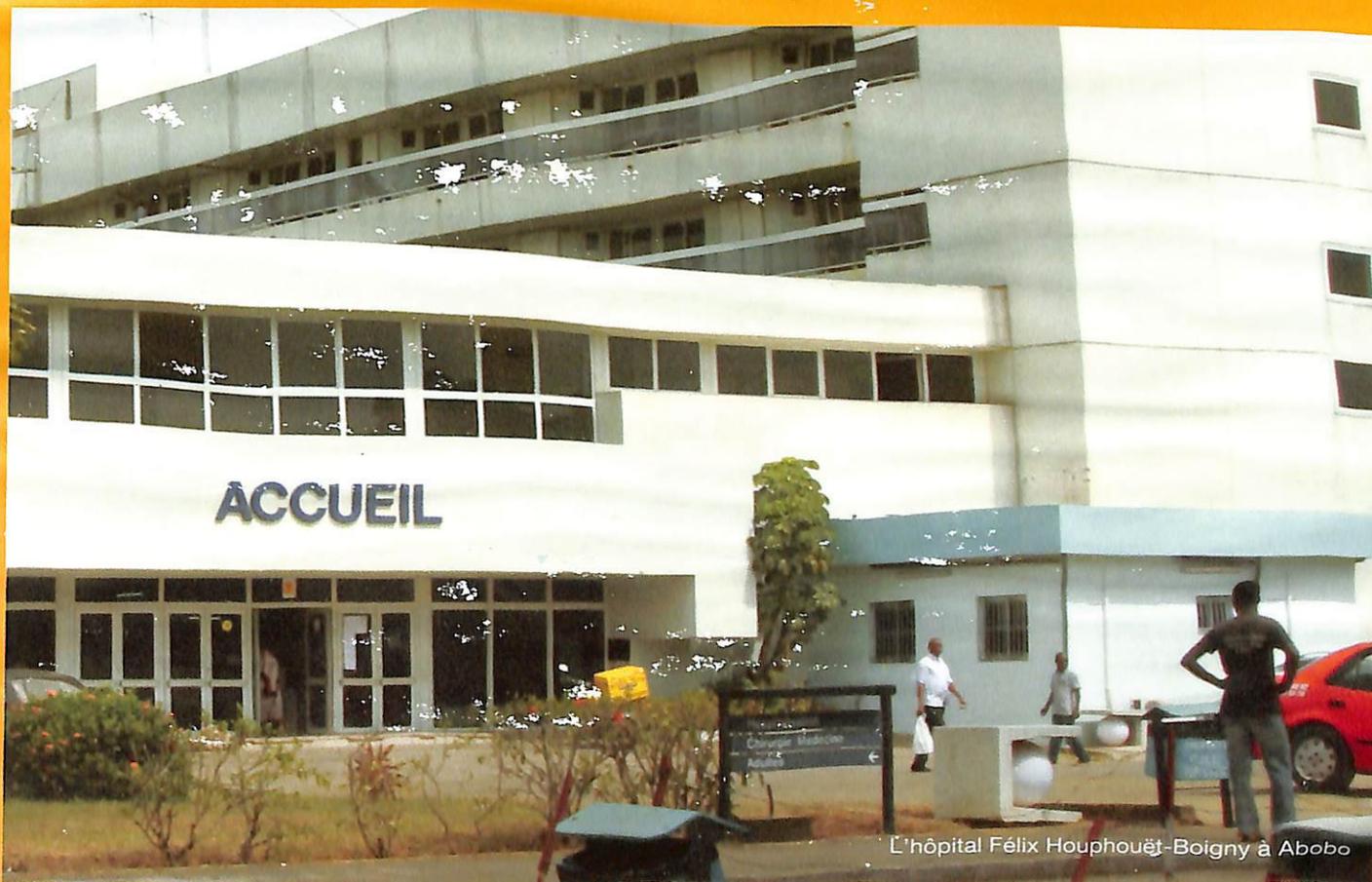
UN PROJET PHARE...

Le projet d'appui ciblé et de renforcement des capacités
Améliorer la gouvernance en vue du développement durable et de la croissance inclusive

A l'instar d'autres programmes d'assistance post-conflit financés par la Banque en Côte d'Ivoire, le projet d'appui ciblé et de renforcement des capacités est un projet de portée globale et totale. Il se concentre sur la gouvernance, le développement prospectif, le soutien aux plans nationaux de développement ainsi qu'aux programmes de réduction de la pauvreté.

Le projet a défini et mis en place un cadre national de politiques économiques sur la gouvernance, appelé « Jurista ». Il a permis de former 40 cadres des tribunaux de commerce et 15 fonctionnaires chargés de la coordination des tribunaux pour prendre en charge les questions de gouvernance et de gestion des tribunaux de commerce. Il a aidé à définir et améliorer les procédures de gouvernance et de responsabilité sociale

dans le pays, en informant et en impliquant les collectivités dans ce processus. Dans la phase de préparation de la mise en œuvre du plan de développement national revu (adopté en 2013), le projet a également contribué à l'allocation des ressources financières prospectives. Il a aussi établi des procédures de collecte de données et une base de données pour les programmes nationaux de développement.



L'hôpital Félix Houphouët-Boigny à Abobo

Un élément clé de cette tâche consistait à sensibiliser les Ivoiriens au Plan national de développement, grâce à un programme de communication à l'échelle du pays. Des fiches techniques ont été rédigées pour servir de base à une conférence internationale des donateurs organisée à Paris en décembre 2012, qui a permis de recueillir 8 milliards de dollars EU d'engagements pour la Côte d'Ivoire.

N'dia Youssouf, conseiller technique au ministère du Plan, supervise et coordonne ce vaste programme national. « La Banque africaine de développement nous aide à surmonter les effets pervers du conflit. Les différents outils dont elle dispose - comme les appuis budgétaires et les fonds qu'elle réserve pour les États fragiles - nous ont aidés à mettre en œuvre notre relance économique et nos programmes sociaux. Le projet nous a permis de lancer un vaste programme de réalignement structurel, dans le droit fil de l'ambition affichée par la Côte d'Ivoire d'être un pays émergent à l'horizon 2020. »

Kouamé Koffi, directeur du suivi-évaluation des projets, a déclaré que, jusqu'en 2010, la Côte d'Ivoire n'avait pas de cadre juridique sur la bonne gouvernance, ni de directives précises pour la collecte des données à l'échelle du pays aux fins de planification nationale. « Aujourd'hui, grâce à ce projet parrainé par la Banque, nous avons maintenant ces instruments clés nécessaires. Nous avons également développé des programmes informatiques et des modules de formation pour que nos experts puissent mener les opérations de gouvernance à travers le pays. »

Kacou N'cho Richard, chargé de planification au ministère, a fait observer : « Le projet suscite une masse critique de personnes à revenu moyen dans tout le pays, favorisant ainsi le développement du secteur privé. Il encourage également un examen judicieux des questions de genre dans les décisions concernant le développement du pays. »

En 2013-2014, le projet a permis de former 3 000 étudiants de l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny de



L'hôpital Félix Houphouët-Boigny à Abobo

Yamoussoukro. Il a également financé la création d'un Centre multimédias à l'Institut, qui a formé 1 500 étudiants. Avec 200 enseignants qualifiés formés chaque année, l'ENSTP peut maintenant envoyer jusqu'à 15 enseignants dans les programmes d'échange bilatéraux de formation chaque année, et recevoir environ 20 en retour.

Pélagie Gonto, journaliste de la télévision chargée de la communication sur le projet a l'intention des Ivoiriens, a noté : « Pour moi, le projet ne devrait pas être considéré de manière intrinsèque, mais avec les autres projets du secteur public financés naguère par la Banque. Les nouveaux projets et programmes d'appui budgétaire font la promotion de la productivité, du changement de la culture de développement, ainsi que de

la mise en place des chaînons manquants. Le projet vise à améliorer les capacités, notamment par l'informatisation et l'automatisation de nos systèmes opérationnels nationaux. Les Ivoiriens ont réalisé l'importance de vivre avec leur temps, pour la réalisation de la vision nationale pour 2040. »

Traoré Salifou, expert en planification stratégique, admet que « ces projets contribuent à la restauration des services publics dans les domaines de la gouvernance, de la planification, de l'éducation, de la santé et du développement rural de ce pays. Ils construisent les capacités des structures publiques et des organisations de la société civile dans la gestion des urgences et des questions de relance économique. »

Appuyer la petite entreprise en Côte d'Ivoire

La BAD partenaire de MicroCred : octroi d'une ligne de crédit de 1,1 million d'euros

La Banque africaine de développement s'est engagée aux côtés de MicroCred Côte d'Ivoire à travers un investissement de 1,1 million d'euros, destiné à renforcer le secteur des petites entreprises en Côte d'Ivoire.

L'investissement a été approuvé en mars 2010, pour la création d'une nouvelle banque de microfinance (MicroCred Côte d'Ivoire, MCI) ayant vocation à faciliter l'accès aux services financiers pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME). En outre, le fonds fiduciaire de la Banque consacré au développement du secteur privé a injecté 700 000 euros dans l'assistance technique à MCI.

Outil de consolidation de la croissance économique, MCI devrait créer plus de 550 emplois au sein de la société et environ 36 000 dans les MPME, dont un peu plus de la moitié seront occupés par des femmes.

La stratégie de MicroCred en Afrique s'articule autour de trois axes principaux : tout d'abord, la mise en place de nouvelles institutions de micro-finance dans les zones urbaines des pays à fort potentiel économique ; ensuite, la fourniture d'une gamme de produits diversifiés aux clients par segments, dont le crédit et l'épargne, ainsi que l'assurance et d'autres services financiers ; enfin, l'injection de capitaux dans les institutions de micro-finance promotrices de croissance verte en Afrique.

Le projet MCI sera une étape importante pour l'intermédiation financière de la Banque en faveur des PME et la promotion de la micro-finance. Il permettra également de renforcer les liens avec les partenaires au développement, et mettra à la disposition des partenaires techniques un modèle d'affaires viable pour s'étendre dans les régions.

L'investissement aidera MCI à accroître ses engagements auprès des segments du marché actuellement mal desservis. Il permettra aux ménages démunis et aux petites entreprises d'avoir accès à différents types de services financiers en augmentant les revenus et en faisant bénéficier davantage de collectivités des fruits de la croissance.



Approfondir l'intégration régionale

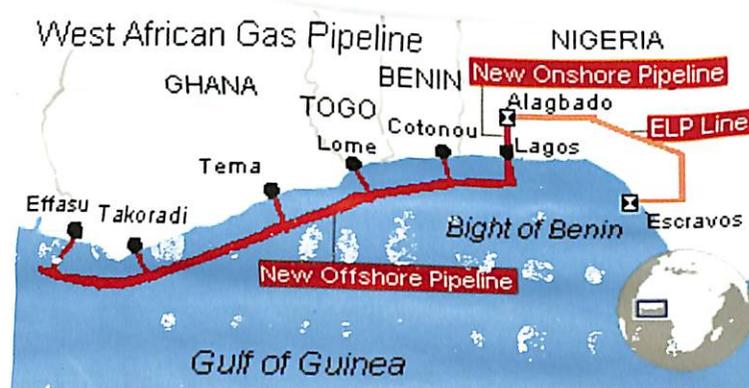
Un projet transfrontalier d'électricité

La Banque a lancé un projet pour interconnecter les réseaux électriques de Côte d'Ivoire, du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée. Le coût de ce projet est estimé à 500 millions de dollars EU. Il s'agit de la construction de 1 400 km environ de lignes à haute tension pour relier les réseaux nationaux, ainsi que de la construction de 11 sous-stations et de 2 centres régionaux de contrôle. Le projet d'interconnexion de la Côte d'Ivoire, du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée permettra de maximiser l'énorme potentiel hydroélectrique de la région en offrant la possibilité d'échanges d'énergie électrique entre ces quatre pays au sein du marché plus élargi de l'Afrique de l'Ouest. Il jouera donc un rôle majeur dans les perspectives de l'intégration régionale. Pendant la première phase, le projet ouvrira les exportations d'énergie électrique de la Côte d'Ivoire au Libéria, à la Sierra Leone et à la Guinée.

Le projet vise à accroître de 28 % à 33 % pour cent le taux moyen d'accès à l'électricité dans les quatre pays, à électrifier 125 localités

le long de la ligne de transmission, ainsi que 70 écoles, 30 centres de santé et près de 1 500 petites entreprises commerciales et industrielles, appartenant pour le quart à des femmes. Les bénéficiaires directs du projet sont les 24 millions d'habitants vivant dans sa zone d'impact cible et les quatre pays concernés, qui jouiront d'une énergie électrique fiable à un coût compétitif.

L'interconnexion sera mise en œuvre entre 2014 et 2017, avec un financement du Groupe de la Banque estimé à 190 millions de dollars EU, soit 40 % du coût total du projet.







Le Groupe de la Banque africaine de développement en bref

Institutions membres

Banque africaine de développement (BAD)
Fonds africain de développement (FAD)
Fonds spécial du Nigeria (FSN)

Actionnaires

53 pays africains (pays membres régionaux)
25 pays non africains (pays membres non régionaux)

Mission

Promouvoir une croissance économique durable et faire reculer la pauvreté en Afrique

Capital autorisé au 31 décembre 2013 (BAD)

66,98 milliards d'UC

Capital souscrit au 31 décembre 2013 (BAD)

65,21 milliards d'UC

Capital libéré au 31 décembre 2013 (BAD)

4,96 milliards d'UC

Capital callable au 31 décembre 2013 (BAD)

60,25 milliards d'UC

Total des réserves au 31 décembre 2013 (BAD)

2,86 milliards d'UC

Opérations approuvées en 2013

317 opérations représentant au total 4,39 milliards d'UC

dont :

Prêts

2,86 milliards d'UC (93 opérations)

Don

697 millions d'UC (114 opérations)

Concours PPTÉ

22,3 millions d'UC (2 opérations)

Prises de participation

99,5 millions d'UC (10 opérations)

Garanties

431,7 millions d'UC (6 opérations)

Réaffectation des prêts

17,8 millions d'UC (1 opération)

Fonds spéciaux*

253,4 millions d'UC (91 opérations)

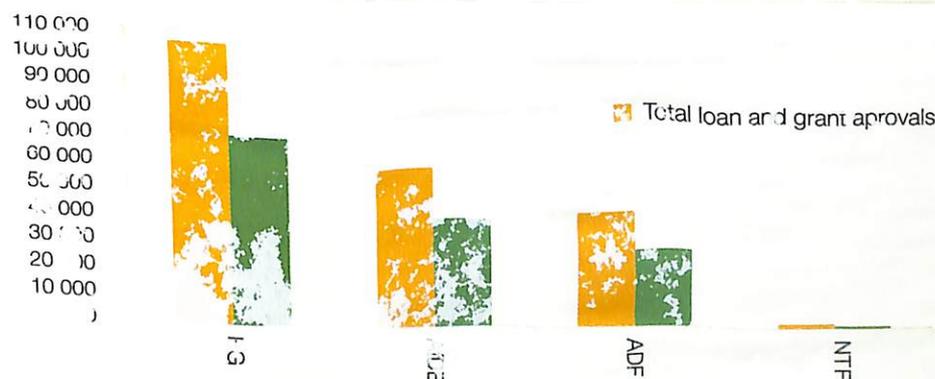
Approbations de prêts et de dons par secteur en 2013

Infrastructure : 2,05 milliards d'UC (57,6 %)
Multisecteur : 449,2 millions d'UC (12,6 %)
Agriculture et développement rural : 428,7 millions d'UC (12 %)
Social : 334,8 millions d'UC (9,4 %)
Finance : 288 millions d'UC (8,1 %)
Environnement : 9,2 millions d'UC (0,3 %)
Développement urbain : 0,3 millions d'UC (0,01 %)

Approbations cumulées de prêts et de dons, 1967-2013

4 000 prêts et dons se chiffrant à 67,22 milliards d'UC.

Les cumulés de opérations du Groupe de la Banque entre 1967-2013 (en millions USD)





Groupe de la Banque africaine de développement
 Rue Joseph Anoma
 01 BP 1387 Abidjan 01
 Côte d'Ivoire
 T. (225) 20 20 48 22
 F. (225) 20 21 31 00
 www.afdb.org - www.afdb.tv



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
 DE DEVELOPPEMENT